

## ANNEXE G – LISTE DES SIGLES ET DÉFINITIONS

### 1. Information concernant les sigles

- 1.1. Dans l'ensemble de ce document, TPSGC tâche, dans toute la mesure du possible, d'expliquer les sigles qu'il emploie. Toutefois, par souci de clarté, il reprend ci-après la liste de ces sigles.

1.1.1. Tableau – Liste des sigles

<b>Sigle</b>	<b>Explication</b>
AFPS	Autres formes de prestation de services
AM	Autre ministère
ASHRAE	American Society of Heating, Refrigerating and Air-conditioning Engineers
BEEFP	Bureau d'examen des édifices fédéraux du patrimoine
BOMA	Building Owners and Managers Association
CCT	<i>Code canadien du travail</i>
CVCA	Chauffage, ventilation et conditionnement d'air
DP	Demande de propositions
EFG	Équipement fourni par le gouvernement
ET	Énoncé des travaux
F et E	Fonctionnement et entretien
GES	Gaz à effet de serre
GI-TI	Gestion de l'information-technologie de l'information
IR	Indicateur de rendement
IRC	Indicateur de rendement clé
ISO	Organisation internationale de normalisation
PEU	Procédure d'exploitation uniformisée
PGBI	Plan de gestion des biens immobiliers
PGI	Plan de gestion des immeubles
PM	Politique ministérielle
REI	Rapport sur l'état des immeubles
SDD	Stratégie de développement durable
SFDD	Stratégie fédérale de développement durable
SGI	Services de gestion immobilière
SGQ	Système de gestion de la qualité
SNGP	Système national de gestion de projet
SRP	Services de réalisation de projets
SST	Santé et sécurité au travail
TPS	Taxe sur les produits et services
TPSGC	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
TVH	Taxe de vente harmonisée
TVP	Taxe de vente provinciale

## 2. Liste des définitions

Terme	Définition
Accord d'occupation	Entente officielle conclue entre un ministère ou un organisme et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada en ce qui concerne l'occupation d'un bien particulier. Cette entente fait état de la superficie louable et de la superficie utilisable, de l'adresse municipale et de la vocation générale prévue pour les locaux qui sont visés par l'entente. Elle comprend également la durée et les conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux, ainsi que les frais liés à ceux-ci et à la prestation des services convenus.
Bien	Ressources économiques sur lesquelles un gouvernement exerce un contrôle à la suite de transactions ou d'événements passés, et desquelles il pourra tirer des avantages économiques dans le futur. Il peut s'agir notamment de terrains, d'immeubles et de toute chose annexée à un immeuble et / ou à un terrain.
Biens du gouvernement	Ensemble des matériaux, des pièces, des composantes, des spécifications, de l'équipement, des logiciels et des articles fournis à l'entrepreneur par l'État ou en son nom, aux fins d'exécution du contrat. Il s'agit aussi de tout bien dont l'entrepreneur fait l'acquisition relativement aux travaux, et dont le coût est assumé par l'État en vertu du contrat; sans restreindre la portée générale de ce qui précède, ce terme englobe l'équipement fourni par le gouvernement.
Complexe	Groupe ou ensemble d'immeubles comprenant les terrains sur lesquels ceux-ci se dressent. Les immeubles d'un complexe ont généralement en commun la même infrastructure, qui peut comprendre, par exemple, les services publics, les voies d'accès, les terrains et les systèmes intégrés.
Déclarations	L'un quelconque ou l'ensemble des engagements, des conventions, des assurances, des accords, des déclarations, des conditions, des garanties, des affirmations et des ententes implicites ou explicites, subsidiaires ou autres.
Équipement fourni par le gouvernement	Équipement que l'État fournit pour les besoins de l'exécution des programmes ou des activités du gouvernement fédéral. Il s'agit de tous les articles fournis par l'État au début du contrat, ainsi que de l'équipement acheté pendant la durée du contrat en tant que frais admissibles ou bien fourni par TPSGC.

<b>Terme</b>	<b>Définition</b>
Évaluation du rendement des immeubles	Évaluation annuelle du rendement d'un immeuble, qui consiste notamment à examiner les ressources humaines et financières, la satisfaction des locataires, l'état matériel des installations ainsi que le respect des priorités en matière d'environnement, de santé et de sécurité et dans d'autres domaines; les résultats de cet examen, réalisé par des gestionnaires immobiliers et des responsables du fonctionnement des immeubles, constituent les principaux éléments d'information qui permettent d'élaborer le plan annuel de gestion de l'immeuble et d'assurer l'intégrité et la préservation de la valeur du bien.
Exercice financier	Période allant du 1 <sup>er</sup> avril au 31 mars.
Indice des prix à la consommation	Indice d'ensemble des prix à la consommation pour chaque province, ainsi que pour Whitehorse, Yellowknife et Iqaluit, comme en fait état le catalogue de Statistique Canada n° 62-001-XPB.
Installations techniques de l'immeuble de base	Installations architecturales, mécaniques et électriques qui permettent de fournir les environnements intérieurs et extérieurs de l'immeuble visé ou de respecter les lois ou tout autre objectif du gouvernement, comme la santé et la sécurité des locataires, l'accessibilité ou la conservation de l'énergie.

<b>Terme</b>	<b>Définition</b>
Locaux à bureaux	

Locaux où on trouve des bureaux et des postes de travail, des locaux de soutien généraux et des zones de circulation, et qui appartiennent aux quatre types de bureaux génériques ci-dessous.

Bureaux destinés à l'administration générale : Bureaux qui permettent d'exercer des fonctions et des activités administratives générales, et qui ne nécessitent pas de mesures de sécurité particulières ni d'autres mesures spéciales. Dans ces locaux, il n'y a pas de contacts étroits avec le grand public. Ces types de bureaux constituent la majorité des locaux à bureaux de TPSGC occupés par les ministères et les organismes clients.

Bureaux accessibles au public : Bureaux qui abritent les fonctions consistant à fournir directement des services au grand public. Voici les fonctions et les opérations qui peuvent y être exécutées : la réception des demandes de renseignements des clients qui se présentent dans les bureaux, la tenue de formation, d'examens et de réunions, ainsi que le traitement de demandes et de formulaires.

Bureaux pour fonctions quasi-judiciaires : Bureaux qui abritent des fonctions judiciaires / quasi-judiciaires ou législatives. Il faut souvent renforcer la protection de la confidentialité et les mesures de sécurité dans ces bureaux, lesquels sont destinés aux organismes qui doivent interpréter et administrer certaines lois et certains règlements, tenir des enquêtes et des audiences et / ou exercer des fonctions d'arbitrage pour rendre des décisions relatives à des plaintes, à des appels et à des demandes de règlement. Voici les fonctions et les opérations qui peuvent y être exécutées : la gestion (l'organisme juridictionnel exerce ses fonctions séparément de l'unité administrative qui lui fournit des services), la tenue de réunions (avec le personnel interne et le grand public, selon un calendrier établi) et des salles d'audience protégées et confidentielles (dans lesquelles il pourrait être nécessaire d'assurer la sécurité du personnel).

Bureaux administratifs protégés : Bureaux qui permettent d'exercer des activités administratives nécessitant des cotes de sécurité supérieures. Voici les fonctions et les opérations qui peuvent y être exécutées : l'examen et l'entreposage de documents de nature délicate et peu de contact avec le public, voire aucun.

<b>Terme</b>	<b>Définition</b>
Mètre carré	Unité de mesure de la superficie présentant la forme d'un carré d'un (1) mètre sur chaque côté. La superficie louable de locaux exprimée en mètres carrés est déterminée selon la Politique de mesurage de la superficie de TPSGC.
Plan de gestion des biens immobiliers	Plan opérationnel exhaustif qui expose la stratégie visant à gérer un bien immobilier au cours de sa durée utile ou pendant l'horizon de planification. Ce plan tient compte des politiques et des normes du gouvernement et de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, des pratiques de saine gestion, de la valeur économique du bien, de la planification à court terme et de l'entretien du bien. Il comprend des renseignements détaillés sur le bien, une analyse de ces derniers en fonction des objectifs de rendement, ainsi que l'orientation à long terme pour la gestion du bien qui est établie conjointement avec la SIL et la SIN.
Plan de gestion des immeubles	Plan complet sur la gestion et la budgétisation des recettes et des dépenses liées à la conduite de toutes les activités relatives à un immeuble, particulièrement celles qui ont trait à son fonctionnement, à son entretien, à sa réparation et à son amélioration.
Plan pour la continuité des activités	Plan élaborés aux fins d'exécution en temps opportun de plans, de mesures, de procédures et de dispositions visant à interrompre le moins possible, voire pas du tout, la prestation des services essentiels et le fonctionnement des biens critiques en cas d'urgence.
Plan pour la continuité du fonctionnement des infrastructures	Plan qui vise à maintenir ou à rétablir le fonctionnement des immeubles en cas d'urgence ou de panne de système et à en atténuer les répercussions sur les activités des locataires.
Portefeuille	Ensemble des immeubles et des terrains énumérés dans le contrat, tels qu'ils figurent dans l'information destinée aux soumissionnaires, et pour lesquels les services décrits dans l'énoncé des travaux sont fournis en vertu du contrat. Il se pourrait que TPSGC fractionne un portefeuille en sous-portefeuilles dans le but de répondre aux besoins opérationnels. Lorsque le responsable technique le lui demandera, l'entrepreneur devra fournir les services, dresser les factures et soumettre les états de coûts en fonction des sous-portefeuilles du portefeuille visé.

<b>Terme</b>	<b>Définition</b>
Rapport d'analyse des investissements	Analyse de rentabilisation qui vise à comparer des options envisageables et à recommander celle la plus avantageuse.
Rapport sur l'état des immeubles	Rapport préparé par des technologues, des ingénieurs et des architectes tous les trois à cinq ans ou selon les besoins. Ce document renferme une évaluation approfondie des composantes de l'enveloppe de bâtiment et des installations mécaniques, électriques, architecturales et structurelles d'un immeuble.
Superficie louable	Superficie qui sert à calculer les loyers. La superficie louable comprend la superficie utilisable et les zones telles que les halls d'entrée, les toilettes et les salles de service électrique. Les escaliers, les entrées, les ascenseurs et les conduits n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul de la superficie louable.
Surveillance de la qualité	Efficacité du système de gestion de la qualité d'une organisation, et exactitude des données déclarées sur le rendement.
Travaux	Par « travaux », on entend l'une ou l'autre des deux définitions suivantes ou bien les deux : i) les services, les activités et les choses que l'entrepreneur doit assurer ou fournir conformément aux conditions du contrat; ii) les matériaux, l'équipement, les logiciels et les articles que l'entrepreneur doit fournir conformément aux conditions du contrat.